



Année 2009 Numéro 10  
OCTOBRE 2009

USTM CGT  
71

## METALINFOS

Editorial : par Laurent Roussel Areva Mâcon, secrétaire de l'USTM CGT 71

### Les « archaïques » sont « redevenus » modernes...

Depuis le début des années 1980 nous avons été assommés par des idées reçues toutes aussi néfastes pour l'économie nationale et le bien être des citoyens.

Au mythe de la société post industrielle qui devait ouvrir un avenir pour les seuls services a succédé, dans les années 1990, l'euphorie de la nouvelle économie, de courte durée il est vrai !

**Triste fin pour ses adeptes qui célébraient aussi la fin de l'histoire !**

Mais tout cela n'est pas sans trace : la concurrence portée au niveau étatique par certains pays comme l'Angleterre et les USA, la voie royale ouverte à la finance, l'abandon des pouvoirs publics ont conduit au désastre actuel.

La crise systémique qui ravage la planète doit au moins avoir comme effet salutaire :

**De déclarer obsolète la financiarisation de l'économie et la libre concurrence et établir que chaque pays a besoin d'un socle industriel pour progresser.**

Nous ne regrettons pas d'avoir été parmi « les archaïques » brocardés qui n'ont pas cessé de défendre l'importance d'une stratégie industrielle pour la France et l'Union européenne, qui ont soutenu qu'il s'agit de l'orientation politique du pays.

La crise démontre combien est indispensable cette politique industrielle, le slogan se vérifie une nouvelle fois :

**Il n'y a pas d'économie forte sans une industrie forte.**

Cette nouvelle crise capitaliste fragilise l'industrie et plus encore les industries métallurgiques. Réaffirmons le tellement cela paraît évident : **La métallurgie ne peut pas prospérer dans un secteur industriel tout entier absorbé par le sacro saint marché.**

C'est pourquoi au-delà des fonds spécifiques d'investissements la CGT suggère de bâtir un pôle public de financement du développement industriel et de l'emploi qui permettrait de desserrer la contrainte du rendement à deux chiffres généralement imposée.

Les répercussions et les ravages de cette politique tournée exclusivement vers l'actionnaire au détriment de l'emploi, et du développement économique et social du pays nous la subissons quotidiennement à travers tout le département.

Se ne sont pas les salariés de Manitowoc licenciés, ceux de Metso Minerals, d'Iveco en chômage partiel, ceux d'Areva T&D mis en vente comme un vulgaire produit de consommation ou plutôt devrait je dire d'exploitation, sans oublier tous les autres malheureusement trop nombreux, qui nous contredirons.

Pourtant de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer ce massacre industriel, économique et social.

Les luttes se multiplient, des succès probants sont arrachés, mais bien sur peu médiatisés, comme celui par exemple de la fonderie SBFM en Bretagne. Les 530 salariés de cette entreprise (dont plus de 400 sont syndiqués au syndicat CGT !) se sont battus durant de longues semaines et ont fini par faire reculer le plan du groupe Renault de suppression d'emplois et d'externalisation.

**Notre industrie a de l'avenir pour peu qu'on ne la laisse pas aux seules mains des financiers et autres spéculateurs.**

**Nous serons des dizaines de milliers à le clamer haut et fort le 22 octobre prochain lors de la manifestation nationale à Paris pour la défense et le développement de notre industrie et de nos emplois.**

Dans ce  
numéro



Page 1 : Edito

Page 2 : Action nationale  
interprofessionnelle du 22  
octobre.

Objectif : 100 métallos à Paris

Page 3: Le journal des luttes.  
Manitowoc La Clayette et  
Areva T&D Mâcon

Page 4 : Vie syndicale. AG  
USTM le 09/11 et 49<sup>ème</sup>  
congrès.

Encart : Tract FTM sur le  
22/10.





# POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE L'EMPLOI

## MANIFESTATION A PARIS

### LE 22 OCTOBRE

# OBJECTIF 100 METALLOS

## DEPARTS EN BUS

Gueugnon (direct Paris par Nevers) Place de l'Eglise .....	5h
Paray le Monial, UL -29, rue Hector Berlioz .....	5h
Montceau les Mines, Syndicat des Mineurs .....	5h30
Le Creusot, Rond-point Jeanne Rose .....	5h45
Mâcon, Place des Droits de l'Homme .....	5h15
Tournus, Place de la Gare .....	5h45
Châlon sud, Parking California/Babou .....	6h

**MERCI D'INFORMER L'USTM AU MOMENT DE VOTRE INSCRIPTION A L'UD**  
**UNE FOIS ARRIVE A PARIS RENDEZ VOUS POUR TOUS LES METALLOS**  
**DERRIERE LA BANDEROLLE DE L'USTM**

ILS ONT DEJA DES INSCRITS :

- ALCAN CHALON
- UGINE GUEUGNON
- ALSTOM LE CREUSOT
- AREVA T&D MACON
- MANITOWOC LA CLAYETTE
- ROBOT COUPE MONTCEAU





## TOUS ENSEMBLE A PARIS LE 22 OCTOBRE ACTION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI INDUSTRIEL

Montreuil le 2 oct. 09

**M**algré les nombreuses déclarations ces derniers mois, sur l'importance de l'industrie, telles que celle du Chef de l'Etat qui dit « *qu'un pays ne pouvait être économiquement fort s'il n'avait pas une industrie forte* », force est de constater que la crise économique actuelle sert de prétexte à de nombreuses entreprises pour procéder à des restructurations internes et à une recomposition en profondeur de leurs réseaux de sous-traitance.

Ainsi, Carlos Ghosn le PDG de Renault s'est exprimé, sur les bons côtés de la crise dans un article du Financial Times, quotidien économique britannique. Le 14 avril 2008, il déclarait, avec dédain : « *avec la crise, nous pouvons faire des choses que nous n'aurions jamais pu faire il y a quelques années* », avant d'ajouter la « *réduction du temps de travail* » « *augmenter encore la flexibilité* » et la « *baisse des salaires* », auparavant « *impossibles* ».

Entre 2006 et 2010 sous le poids des externalisations, restructurations et des délocalisations c'est **plus de 10% les effectifs totaux de la métallurgie en France qui vont disparaître. En quelques années l'industrie française a reculé de 15 ans.** La production industrielle française est, à présent, largement inférieure à la demande nationale. Nous sommes bien face à une désindustrialisation en tendance de l'économie française et de nombreux territoires, où les entreprises de la métallurgie ont un rôle structurant.

Certes, la crise génère une forte baisse d'activité et une pénurie de crédits pour de nombreuses entreprises de la branche notamment les PME et les sous traitants qui sont asphyxiés. De plus, la grande majorité des PME et TPE de la métallurgie sont dans le

périmètre d'un groupe dominant et donc ce sont elles qui supportent et subissent immédiatement les restructurations opérées par ces grands groupes. Dans le même temps, sur les 6 premiers mois de l'année, l'activité des grands groupes industriels a diminué de 10% mais **leurs profits ont frisé les 35 milliards d'euros.**

Plus de 60% des licenciements constatés dans l'industrie n'ont rien à voir avec la réalité de la crise et ses conséquences. En réalité ils découlent :

- De choix stratégiques tels que les délocalisations ou les nouvelles implantations vers les pays « low-costs », dont la majorité de la production est ensuite réimportée.
- D'une intensification de la productivité du travail : avec le chômage partiel on réalise en 4 jours ce qui était fait en 5 auparavant, ce qui dégrade fortement les conditions de travail.
- Un peu partout, le nombre de salariés diminue alors que le volume de travail augmente.

Au niveau de la recherche et des bureaux d'études et d'ingénierie, des coupes dans les budgets, l'arrêt ou au gel de nouveaux projets se multiplient dans l'unique but de faire rentrer des liquidités dans l'entreprise. Cette inutile chasse à la réduction des coûts remet totalement en cause la finalité du travail dans les métiers de R&D. Or c'est sur le long terme que se mènent les projets industriels.

**Pour l'UIMM et le gouvernement, la crise est le meilleur alibi pour restructurer l'industrie et remettre en cause tout notre système de protection sociale.**

Le développement et le renforcement du potentiel industriel nécessitent de soigner le travail, de faire reculer la pénibilité qui use de nombreux salariés. Dans la métallurgie autant qu'à France Telecom les méthodes de management, le manque de sens du travail, l'absence de reconnaissance, les mobilités forcées font souffrir !

Au moment où des milliers d'embauches de jeunes sont nécessaires dans tous les métiers pour compenser les départs en retraite, il s'agit d'améliorer considérablement les situations de travail de tous.

C'est une condition incontournable pour le développement des entreprises.

**D'autres choix ambitieux sont nécessaires, c'est dans cet état d'esprit que les salariés de la SBFM, de SONAS, la REPARATION NAVALE MARSEILLAISE et RENCAST ont obtenu des victoires.**

**Nous affirmons que nous pouvons concevoir et produire aussi bien de l'acier que de l'électroménager, des ordinateurs, des avions, des trains, des voitures, des camions, des engins de BTP, des bateaux ou des équipements de téléphonie et autant d'autres productions nécessaires.**

**La CGT fait de nombreuses propositions et développe 5 axes pour que soit mise en place une véritable politique industrielle :**

- 1. Priorité à l'emploi, à l'augmentation des salaires et à la reconnaissance des qualifications**
- 2. Recherche et innovation, passer à une vitesse supérieure**
- 3. Un plan cohérent en faveur du développement durable**

**4. Démocratie et droits nouveaux d'intervention pour les salariés**

**5. La création d'un « pôle public financier » pour réorienter le financement des entreprises...**

**La CGT propose des droits nouveaux pour l'intervention des salariés dans l'entreprise :**

- La CGT réclame un droit de veto suspensif des comités d'entreprises sur les licenciements collectifs. Une période de six mois serait ouverte pour dégager, avec les pouvoirs publics et les Directions, des solutions alternatives aux suppressions d'emplois. Ce serait une première étape vers une véritable « Sécurité sociale professionnelle ».
- La CGT propose une révision générale des mécanismes d'aides aux entreprises. Plus de 65 milliards d'euros en 2007 doivent être réorientés sur la base de critères transparents pour promouvoir des investissements économiques et industriels. Ces sommes doivent être contrôlées.
- La CGT revendique la fin de l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur économique de la France (plus de 50 % du PIB), on ne peut pas relancer l'économie sans augmenter les salaires et les retraites.
- La CGT agit pour promouvoir l'investissement dans l'appareil de production et l'emploi qualifié, stable et bien rémunéré. Elle préconise la mise en place d'un pôle public de financement qui agirait dans l'intérêt économique général et d'une réforme de l'impôt sur les sociétés.

**LE 22 OCTOBRE A PARIS  
SALARIES DE LA METALLURGIE AGISSONS ENSEMBLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI INDUSTRIEL**

## Syndicat C.G.T MANITOWOC La Clayette.



Le 29 juin 2009 la direction de Manitowoc POTAIN convoque le CCE pour un second plan social en moins de 6 mois.

En effet, 3 jours après les dernières lettres de licenciement du 1<sup>er</sup> plan social (358 dont 86 à La Clayette).

Cette fois ce sont 181 suppressions d'annoncées + 98 mutations.

**Notre site est le plus impacté avec la perte d'environ 100 emplois (licenciements + mutations).**

La partie droite de l'usine devrait être fermée soit 50% de notre capacité.

Cette fois, le plan est structurel, la direction profite de la crise pour externaliser des produits stratégiques comme la cabine de la grue. **La logique pourrie du tric continue ; tant pis si au passage des salariés restent sur le carreau, pourvu que Manitowoc soit plus fort en sortie de crise, et que les actionnaires Américains s'en foutent encore plus dans les poches.**

Au mois de juillet 2008, 450 personnes travaillaient sur ce site (330 CDI + 120 intérimaires) ; si ce second plan va à son terme, il ne restera plus que 140 personnes.

Les salariés de POTAIN ne baisseront pas les bras, ils vont tout faire pour sauver le site de La Clayette pour ne pas perdre plus de 300 emplois en 18 mois sans compter l'impact sur nos sous-traitants.

Ils espèrent que les politiques, enfin se bougent pour lancer un moratoire à ces licenciements, sinon le bassin du CHAROLLAIS (banlieue de LYON selon notre député) sera bien mort...

Franck GAILLARD [franckgaillardcce@wanadoo.fr](mailto:franckgaillardcce@wanadoo.fr)

## SYNDICAT CGT AREVA T&D MACON

15 SEPTEMBRE :

JOURNEE D'ACTION EUROPEENNE CHEZ AREVA

Le 15 septembre dernier, dans toute l'Europe, l'ensemble des salariés du groupe était appelé à l'action afin de dire non à la vente par l'Etat de la division Transmission & Distribution (30 000 personnes à travers le monde, dont 730 à Mâcon).

En Allemagne, Belgique, Angleterre, Turquie, Italie, Hongrie, France, des milliers de salariés ont cessé le travail, et exprimé leur désaccord face à ce carnage industriel et social annoncé.

A Mâcon, à l'appel de toutes les organisations, 250 d'entre eux ont débrayé et 170 se sont rassemblés, malgré une pluie battante, sur le nouveau pont François Mitterrand.

Après le succès de la mobilisation, d'autres initiatives sont prévues. D'ores et déjà la perspective de la journée d'action nationale pour l'industrie du 22 octobre à Paris, s'annonce comme une étape importante.

D'ici là le syndicat CGT du site multiplie les rencontres et les démarches auprès des politiques et des pouvoirs publics, et entend maintenir la pression.

Laurent ROUSSEL

[laurent.rousseau@areva-td.com](mailto:laurent.rousseau@areva-td.com)





# VIE SYNDICALE

**PROCHAINE  
ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'USTM LUNDI 09/11  
DE 8H30 A 16H  
A L'UL DE MONTCEAU**

PENSEZ A VOUS INSCRIRE  
AVANT LE 3 NOVEMBRE  
AUPRES DE LAURENT ROUSSEL  
(coordonnées ci-dessous)  
Une participation financière de 5€  
sera demandée pour le repas.

## A l'ordre du jour :

\*La situation dans notre branche.

\*Bilan de la journée d'action du  
22/10.

\*Débat sur les orientations du  
49<sup>ème</sup> congrès confédéral.

\*L'amélioration et le renforcement  
de notre outil syndical qu'est  
l'USTM.



La métallurgie de Saône & Loire a enfin son représentant,  
où plutôt sa représentante pour le 49<sup>ème</sup> congrès confédéral  
Il s'agit de **Catherine DECROZANT**,  
ingénieur, chez **COMBEL** à Montceau les Mines.  
Catherine participera à l'AG de l'USTM du 9 novembre prochain,  
ainsi qu'au Conseil National de la Métallurgie les 16 et 17 novembre.

## AGENDA

**22/10** : Action nationale à Paris pour la défense et le développement de  
l'industrie.

**02/11** : 2<sup>ème</sup> réunion de la Commission Paritaire Régionale de l'Emploi et de la  
Formation Professionnelle à Dijon.

**16 & 17/11** : Conseil National de la métallurgie à Paris.

**24/11** : Commission Paritaire Territoriale de l'Emploi à Châlons.

**Une idée, une suggestion, une info, un article, une initiative ?  
CONTACTEZ NOUS, INFORMEZ NOUS !  
PAR COURRIER OU PAR MAIL A : Laurent Roussel  
CGT Areva Mâcon Boulevard de la Résistance BP 84019 71040 MACON  
cgt.macon@areva-td.com**



**POUR TOUT CONTACT !**

Monsieur Guy Talès - 06 89 87 85 44

**Solidaires & Responsables**